

Intervention de Jean-Paul Bret

D I M A N C H E 2 8 F É V R I E R 2 0 1 0

villeurbanne

67^e anniversaire de la rafle du 1^{er} mars 1943

Il y a soixante-sept ans, le 1^{er} mars 1943, trois cents hommes sont arrêtés par la milice et par l'armée d'occupation, soit chez eux, soit sur le chemin de leur travail. Ils ne sont responsables d'aucun crime. Ils ont simplement le tort de vivre en temps de guerre et, par ce matin ordinaire, de se trouver dans un périmètre qui va de la place Grandclément au cours Emile-Zola. Les otages sont rassemblés au café Jacob, à l'endroit où nous venons de nous recueillir, puis ils sont dirigés dans la cour de l'Immaculée conception. En fin d'après-midi, 180 d'entre eux sont conduits vers la gare de Villeurbanne, d'où ils partent pour Compiègne.

Dans ce camp d'internement et de transit, ils sont détenus un mois et demi durant. Pendant toute cette période, les autorités locales de Villeurbanne et les associations d'entraide conduites, notamment par Francis Chirat et Andrée Brevet, vont réclamer des nouvelles et soutenir les familles qui sont alors dans l'ignorance du sort réservé à un père, à un fils, à un frère. Une délégation municipale se rendra à Compiègne pour rencontrer les prisonniers qui envoient d'ailleurs des lettres. Ils remercient pour les colis reçus. Le maire, nommé par Vichy, demande leur libération, précisant la condition de soutien de famille de l'un, la situation particulière d'un autre. Mais rien n'y fait. Il n'est pas entendu et aucun n'est relâché. Quant à Andrée Brevet et Francis Chirat, les créateurs du comité d'entraide aux enfants et à leurs familles, ils feront don de leur vie à la résistance contre le nazisme. Ils mourront, elle à Ravensbrück, lui fusillé place Bellecour à Lyon.

C'est à Mauthausen que les 180 raflés de Villeurbanne arrivent en avril 1943. Arrachés à leur vie en France, le voyage qu'ils viennent d'accomplir a été rude et long. Celui qu'ils vont réaliser durant plus de deux ans les emmènera »»

» **aux confins de l'humiliation et de l'horreur.** Le camp de Mauthausen est situé au nord de l'Autriche entre Vienne et Salzbourg, dans une région où les étés sont chauds et les hivers glacés, ce dont les survivants témoignent comme d'un supplice supplémentaire. Au moment de sa construction en 1938, il est considéré par les nazis comme un camp de III^e catégorie, conçu pour les intellectuels et politiques jugés irrécupérables, ceux que le III^e Reich désigne comme ses ennemis incorrigibles et qu'il va entreprendre de mater ou de tuer.

Au fil des ans, il accueillera plusieurs nationalités de récalcitrants. Pour n'en citer que quelques-unes, des Autrichiens d'abord qui refusent l'Anschluss, puis des officiers polonais après l'invasion de leur pays par les Nazis, des républicains espagnols livrés notamment par la France de Vichy, des prisonniers soviétiques après la rupture du Pacte germano-soviétique, des Français ensuite, résistants, politiques ou otages. Installée sur un promontoire, la forteresse domine le Danube. Dans sa carrière en contrebas, nombre de déportés perdront la vie. La règle dans ce lieu, c'est l'épuisement par le travail dont la durée quotidienne ne comporte aucune limite. A partir de 1940, le camp se développera en plusieurs sites et annexes qui fabriqueront des armes et contribueront directement à l'industrie de guerre.

200 000 prisonniers sont passés par Mauthausen. 118 000 n'ont pas survécu aux terribles conditions de détention, c'est-à-dire plus d'un sur deux. En plus du travail, les hommes ont dû affronter le manque d'hygiène, la maladie, la sous-alimentation et les sévices. Au début, les matricules des morts sont réaffectés aux nouveaux venus, ce qui ne facilitera pas l'identification des victimes et qui témoigne du peu de considération accordée aux vivants. **Sur les 180 raflés de Villeurbanne, deux sur trois trouveront la mort au cours de leur captivité.** Dans les jours qui suivront le 5 mai 1945, date de la libération du camp par les troupes américaines, soixante-trois hommes terriblement affaiblis prendront le chemin du retour. Quinze mourront dans les mois suivant leur rapatriement. **Six sont aujourd'hui avec nous, présents physiquement ou par la pensée, derniers témoins de ces heures douloureuses.**

Soixante-cinq ans après la libération des camps, la question des moyens accordés à la transmission de la mémoire se pose avec acuité. Elle s'impose même avec la disparition progressive des témoins et avec les interrogations liées à la conservation des sites. Faut-il s'en tenir au récit des faits par les témoins? Faut-il conserver les bâtiments dans lesquels s'est exercée la barbarie nazie? Faut-il les reconstruire à l'identique ou les maintenir tel quel avec les destructions ou l'érosion qui se sont opérées depuis?

En 1949, alors que les baraquements du camp de Mauthausen avaient été démolis, le gouvernement autrichien a classé le site comme monument historique afin que les années d'horreur restent présentes et vives. Au même moment, à l'emplacement d'une terrasse de cantonnement SS, les anciens détenus français sont parmi les premiers à ériger un monument à la mémoire de leur propre martyr et de leurs camarades disparus. Au fil du temps, comme l'explique le bulletin de l'Amicale de Mauthausen, des liens se sont créés entre ceux qui entretiennent la mémoire sur place et les anciens déportés. **Ils font cause commune contre l'intolérance portée à son paroxysme, érigée en système et en mode de vie.**



- » L'an dernier pourtant, au moment du 66^e anniversaire de la libération du camp, quatre jeunes gens ont tendu une embuscade à la délégation française, qui comptait huit anciens déportés, dans le tunnel du Kommando d'Ebensee, une annexe de Mauthausen. L'arrestation des auteurs et l'enquête de police ont conclu à une action de provocation de mineurs, vivant dans la région et proches de la mouvance néonazie. Dans le même temps, et c'est le bon côté de cette triste affaire, les autorités locales, mais aussi les universitaires, les associations autrichiennes de diffusion de la mémoire et des citoyens, ont exprimé très fortement leur indignation.

Cet incident, que la presse internationale a beaucoup relaté, appelle deux commentaires. **Tout d'abord, nous devons absolument faire vivre la mémoire. Plus les années passent, plus nous nous éloignons des faits.** Même si l'histoire est là, même si les historiens font leur travail, même si les témoignages et les photographies en attestent, les faits se dissipent tout doucement de la conscience collective. **Le risque existe, nous le voyons chaque jour dans l'actualité internationale, de voir se développer des foyers d'idéologie barbare sur le terreau de l'ignorance et de l'oubli.** Ensuite, nous devons être en permanence attentifs à tout ce qui divise plutôt que rassembler, à ce qui stigmatise un groupe et fait porter sur lui les difficultés d'une époque. L'irréparable alors finit toujours par se produire, comme cette rafle arbitraire du 1^{er} mars 1943.

Jean-Paul Bret
maire de Villeurbanne